

solidarité guatemala

20 F

Revue d'information trimestrielle sur le Guatemala

Les droits de l'homme en Amérique centrale

L'église catholique guatémaltèque

La transition hésitante

Contadora

Quel avenir pour la paix ?

Procès à Tucson



Pour une solidarité critique
ENTRETIEN AVEC E. VENTURINI

auteur de

« Amérique centrale, la cinquième frontière ? »

4° P. 12325

Le *Collectif Guatemala* est une association dont le but est de promouvoir la solidarité, non pas avec une ou plusieurs organisations guatémaltèques, mais avec tous ceux qui luttent pour le renversement de la dictature, et pour l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire, populaire et démocratique.

COMITÉ DE RÉDACTION

Lysiane JAMAIN
Diego RODRIGUEZ
Paulette BOINOT
Philippe MORVAN
Charlotte DABADIE
Hugues CAYZAC
Laurette FARGES
Benjamin THOMAS
Laure VANEL

Directeur de publication

Hugues CAYZAC

Commission Paritaire :
65 146

ISSN 0755 0332

*SOLIDARITÉ
GUATEMALA
est édité par le
COLLECTIF
GUATEMALA*

*– Association loi 1901 –
67 rue du Théâtre
75015 Paris
Tél : 45 79 67 57
(le jeudi à partir de 19 h)*

*Photocomposition
Samuel Tastet
Imprimerie
Primavera 75019*

*Abonnement annuel : 70 F
Abonnement de soutien :
100 F*

*Chiron Diffusion
40 rue de Seine
75006 Paris*



Comme jamais, aujourd'hui au Guatemala, autant le présent n'aura été le fruit du passé et de l'avenir : des souvenirs et de l'espoir. Alors que semblent s'éloigner politique de «terre brûlée», génocide et ethnocide, restent en mémoire – à laquelle appartient notre solidarité – les «disparus». Également, il y a la «réapparition», peut-être, le GAM – leurs parents inquiets. Il y a les «pobladores» sans abri envahissant des terrains, ces milliers de paysans sans terre venus protester dans la capitale. Arrivés de campagnes militarisées, et sous haute surveillance.

Pour le peuple guatémaltèque, pour qui veut partager ses souffrances et ses luttes, l'image manichéenne n'est plus de rigueur. «Pays de l'éternel printemps», le Guatemala ne le deviendra pas, seulement, parce qu'elle est tombée. Parce qu'une dictature ne «tombe» pas comme ça, d'un simple geste du destin, du jour au lendemain. Et si montrer qu'«ouverture démocratique» et contre-insurrection sont les deux visages d'une même Hydre ne suffit pas, voyons alors cette pratique gouvernementale, ses effets, et les réponses de ceux qui devraient en être les bénéficiaires ou en resteront les victimes.

Réalité internationale, la crise économique et sa résorption présentent le souci guatémaltèque majeur. Pour les populations appauvries bien sûr, mais aussi pour les dominants. L'institution militaire n'a pas su répondre à

cette préoccupation et s'est vue discréditée ; cet échec s'accompagnant de l'incapacité politique à régler le conflit interne de manière définitive, à dégager le consensus indispensable dans l'intérêt de..., à assurer une diplomatie, sinon maladroite et entâchée de violations des droits de l'homme. Par contre est à reconnaître son efficacité professionnelle, la viabilité de sa passation des pouvoirs. C'est-à-dire en fait une série de mécanismes juridiques, institutionnels permettant à l'institution militaire de se dégager de telles contraintes tout en gardant la main haute sur ce qui est de son ressort : la sécurité nationale. Concept ô combien partagé en notre siècle, ô combien et comment administré depuis plus de trente ans au Guatemala par les généraux.

Voilà ce que permettent les Pôles de développement, les Villages modèles, les Coordinations interinstitutionnelles (CII), les Patrouilles d'autodéfense civile (PAC). Mais aussi les décrets de dernière heure du régime Mejia Victores, interdisant tout retour sur le passé et toute réforme véritable. Et c'est pourquoi, s'il faut prendre le temps d'examiner le Plan de redressement économique, les démarches du nouveau régime vers le « consensus national », de se demander quelle attitude choisira-t-il vis-à-vis de l'opposition, ou encore d'observer les succès de la nouvelle diplomatie guatémaltèque, la question reste posée : quels seront les moyens institutionnels, juridiques et matériels pour assurer une « participation volontaire » aux applications et implications de cette pratique contre-insurrectionnelle ?

Remarquable théoricien et conseiller en politique contre-insurrectionnelle, le Britannique Robert Thompson expliquait, en introduction à la nécessité des « hameaux stratégiques » : « Un gouvernement qui sort de la légalité perd son droit au titre de gouvernement et ne peut alors attendre du peuple qu'il obéisse à sa loi. Agir dans la légalité est un très modeste prix à payer contre l'avantage que représente le fait même d'être un gouvernement ». * Donc, tant que subsisteront les Pôles de développement, les Villages modèles, les CII, les PAC, etc.; la question est bien : quelle légalité ?

* R. Thompson, « Defeating Communist Insurgency, Malaya and Vietnam », Londres, 1966.

NOUVEL ECLAIRAGE ET VIEUX REFLETS

Parlant du Guatemala, on ne peut se faire faute de rappeler systématiquement « depuis le coup d'État de 1954 qui renversa le régime démocratique de Jacob Arbenz se succédèrent des régimes militaires »... Avec l'avènement de V. Cerezo à la présidence, le Guatemala sortirait-il, enfin, de cette pénombre « *puisqu'ils ont mis des « jalousies » à la lumière qui court sur le monde en nous laissant dans l'obscurité* », tel le décrivait le poète Roberto Paz y Paz ? Avant toute affirmation péremptoire ou tout refus aveugle, nous vous proposons ici un regard sur ces quatre derniers mois d'actualité guatémaltèque.

ACTUALITE

Le fait marquant de l'actualité guatémaltèque de ces derniers mois aura été sans conteste d'ordre économique : l'annonce, le 6 mars, par le nouveau gouvernement de la mise sur pied d'un Plan de redressement économique. A noter une nouveauté : alors que jusqu'alors ce type de mesures était traditionnellement prises par décrets, l'élu démocrate-chrétien a promis que sa mise en vigueur n'aurait lieu qu'après obtention du consensus...

Tout d'abord serait opérée une « *simplification du change* » : officiellement, la parité du quetzal et du dollar 1 pour 1 serait maintenue mais seulement pour ce qui concerne le paiement de la dette extérieure, publique et privée. Un second marché, dit « ré-

gulé », sur un taux de change fixe de 2,5 quetzales pour un dollar, et contrôlé par la Banque du Guatemala, permettrait parallèlement de couvrir les transactions d'exportation et d'importation touchant les produits jusqu'ici sujets à une parité de un pour un. Ce marché « *préférentiel* » serait nécessairement subventionné par l'État. Enfin, un troisième marché, « *interbancaire* », basé sur un taux de change fixé hebdomadairement sur l'offre et la demande de devises, viserait à éliminer la spéculation et le marché noir.

D'autres mesures viseraient à mettre fin à la pratique des amnisties fiscales, à réduire le budget de la nation pour 1986 de 5%, limiter le crédit bancaire de 13% par rapport à l'année anté-

rieure afin de minimiser l'excès d'argent en circulation et augmenter les intérêts bancaires (15% sur l'emprunt et 12% sur l'épargne). D'autre part, la politique des prix des produits de consommation interne sera «flexible», parallèlement à une augmentation de cinquante quetzales pour les employés publics à bas revenu, et à la convocation des employeurs et salariés du secteur privé en vue de négocier une augmentation salariale, en accord avec les possibilités des entreprises... Pour finir, l'État destinera cent millions de quetzales à la création d'emplois en 1986.

Les réactions immédiates du secteur privé laissaient pointer le scepticisme et, surtout, des inquiétudes précises, comme le montrent les déclarations du président de la Chambre d'exportation, Eduardo Gonzales : «*Tous les secteurs exportateurs sont préoccupés par l'application d'un impôt grèvant toutes les exportations*».

Plus explicite encore fut le président du Comité coordinateur des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF, principal représentant du secteur privé), Pedro Miguel Lamport, exprimant sa crainte «*qu'à partir de ces nouvelles mesures, l'État n'ait une plus grande intervention et un plus grand contrôle sur l'économie nationale*».

Conformément aux propositions faites par V. Cerezo, et contrairement à «l'ambiance» créée par ces multiples déclarations d'intention, quatre commissions gouvernementales furent mises en place afin d'organiser des réunions avec le secteur privé pour que soit rédigé un document final ensuite approuvé comme loi par le Congrès national.

Le 21 mars, le CACIF donnait une réponse positive aux propositions gouvernementales, les considérant comme un «*pas vers la résolution des graves problèmes économiques*», tout en critiquant l'ambiguïté du nouveau type de change fixe, et soulignant que le problème du déficit fiscal était essentiellement résolu par l'augmentation des fonds sans que l'État ne fasse un effort pour réduire ses dépenses. Bien que considérant l'impôt sur l'exportation (de 30%) excessif, le CACIF, par la voix de son président, a reconnu que le plan de la DCG portait davantage préjudice au secteur du travail qu'à celui de l'entreprise...

Avant d'aller plus loin dans le déroulement de ce «feuilleton» aux multiples rebondissements qui font la une des journaux guatémaltèques, plusieurs points restent à éclaircir. Il faut tout d'abord souligner que ce Plan de redressement met sur la touche le programme de gouvernement que la DCG avait exposé lors de sa campagne électorale,

basé sur une réforme fiscale. En fait, le schéma d'imposition traditionnel — 15% de directs et 85% d'indirects — est maintenu, la seule innovation résidant dans la volonté politique de rendre effectifs les impôts directs, qui jusqu'ici ne l'étaient guère... Ensuite, il apparaît que ce plan est destiné à obtenir l'aval du FMI car prenant en compte ses « recommandations » : dévaluation de la monnaie nationale, libération des prix des produits de consommation favorisant indiscutablement l'initiative privée et défavorisant les consommateurs.

Les syndicats ont dénoncé l'incohérence d'une politique des prix qui prétend privilégier le consommateur tout en libérant les prix des produits de consommation de base (plus de trois cents actuellement...), en ne prenant aucune mesure concrète contre la spéculation.

Dans ce sens apparaissent dans les journaux des 3 et 4 avril des « campos pagados » signés de l'UNSI TRAGUA et de la CUSG. Alors que la première énumère les mesures qui permettraient, selon elle, au gouvernement d'obtenir l'appui populaire, la CUSG analyse l'étendue des antécédents de la crise économique, des faiblesses du projet gouvernemental et formule treize propositions concrètes.

«Les propositions du gouvernement, dit-elle, nuisent au peuple guatémaltèque, car elles

contiennent des mesures inflationnistes qui élèvent davantage le prix de tous les produits». Et sont ensuite expliquées les raisons de son opposition au projet : la dévaluation, l'augmentation du prix de tous les produits, les coupes claires opérées dans l'économie des plus démunis, l'augmentation du chômage, l'assujettissement de l'économie guatémaltèque aux projets du FMI, une politique salariale ne correspondant aucunement aux besoins des travailleurs, et enfin le fait que ce projet ne résoud en rien les problèmes de fond de l'économie guatémaltèque.

Ces prises de position s'accompagnent de manifestations de «casseroles vides» en signe de protestation contre l'augmentation incontrôlée des prix. Ainsi, depuis début avril, des mouvements permanents de protestation ont eu lieu pour s'opposer au coût élevé de la vie, combinant mobilisations, grèves et débrayages dans différentes parties du pays.

... AU SON DES «CASSEROLES VIDES»

Le Guatemala connaît à l'heure actuelle de nombreux problèmes sociaux : l'inflation, mais aussi une importante crise du logement, un chômage s'accroissant, etc.

Pallier au manque de logements doit être une priorité, car

la demande déjà énorme s'amplifie : seulement pour la capitale, elle était évaluée pour 1985 à 630 000 logements, et augmente chaque année avec l'arrivée de 60 000 nouveaux migrants. Expriment ce besoin criant, la nuit même de l'investiture du nouveau président, des milliers d'habitants des bidonvilles ont envahi des terrains non cultivés situés aux alentours de la capitale, pensant que V. Cerezo leur cèderait ces terres, propriété nationale de la Banque du Guatemala.

Les jours suivants, de nombreux paysans se joignirent aux premiers. Mais leurs espoirs furent réduits à néant par le ministre de l'Intérieur annonçant que le gouvernement était là pour faire respecter la loi : le lendemain la police intervint. Jusqu'à présent, une seule solution a été préconisée par le nouveau président : la création d'une loterie. Au premier tirage effectué les 4, 5 et 6 février, 28 000 personnes en furent bénéficiaires ; quel espoir reste-t-il aux milliers de « perdants » : participer au tirage d'une prochaine loterie ?

Malgré tout, les familles démunies continuent d'occuper des terres un peu partout dans le pays, dans les départements de Chimaltenango, Antigua, Guatemala et Retalhuleu. Ainsi, depuis un an, le village de Tierra-Nueva est occupé par neuf cents familles qui se sont organisées pour résister à l'expulsion et créer leurs

propres patrouilles pour surveiller et protéger la commune. Les occupations s'accompagnent de protestations. Fin avril, 15 000 paysans ont entamé une marche sur la capitale, comme mesure de pression sur le gouvernement afin qu'il obtienne l'adjudication de terres appartenant aux banques à un prix abordable. Cette marche pacifique est dirigée par le religieux catholique Andres Ginure, et fait l'objet d'une surveillance vingt-quatre heures sur vingt-quatre de la Croix-Rouge. C'est une des manifestations publiques les plus importantes de ces derniers jours.

Le 2 avril, à Morales, dans le département de Izabal, des centaines de personnes ont protesté dans la rue contre l'augmentation du prix des produits de base et en faveur d'une augmentation salariale. La manifestation s'est soldée par un mort, deux blessés et onze personnes arrêtées, ainsi que des dommages matériels (dégradation d'installations publiques, de véhicules stationnés, mise à sac de commerces). La résidence du maire (MLN) ainsi que sa radio, *Izabal*, ont été bombardées de pierres. Le Syndicat des travailleurs du secteur bananier (SITRABI), qui maintient paralysées deux importantes plantations à Morales, a réitéré que les mobilisations continueront jusqu'à ce que soit résolue la problématique économique. La population a répondu

par une «manifestation de casse-roles vides».

En avril toujours, la capitale, Chiquimula, Escuintla et Zapaca furent le siège de mouvements de protestation. Les entreprises de transport se disent prêtes à paralyser les principales artères pour faire pression sur le régime démocrate-chrétien afin qu'il apporte des solutions à la crise économique. Dans ces mêmes villes se sont déroulées des manifestations populaires de protestation contre le coût trop élevé de la vie.

Parallèlement à ces revendications économiques, la population exige des mesures en faveur du respect des droits de l'homme, notamment contre les détentions illégales. A Santiago de Atitlan (Solola), les habitants ont manifesté pour exiger la démission du maire, Antonso Cumel, suite à l'emprisonnement illégal d'un paysan. Sous la pression des manifestants, ce dernier a été remis en liberté, et le commissaire militaire, Esteban Coch Cua, responsable de cette arrestation et accusé de nombreuses actions répressives contre la population, a été arrêté.

LA POLICE COURT TOUJOURS

Cette détérioration sociale entraîne une recrudescence de la violence, de la délinquance. Organisée, elle fait baigner le pays

dans un climat d'insécurité permanente et accentue l'impression que les corps de sécurité ne font pas leur travail.

Le plan de réorganisation de la police nationale se trouve confronté à une police désorganisée, obsolète et, surtout, comme l'a si bien imagé le ministre Juan Jose Rodil, «replète de corruption». Aussi l'action gouvernementale prétend-t-elle combattre une institution rongée par le cancer d'une bureaucratie excessive : 30% des effectifs sont affectés à des tâches de surveillance, les 70% restants ne s'occupant que d'affaires administratives.

Par contre, pas un mot n'a été prononcé sur le fait que cette police ait été dénoncée par les organismes humanitaires internationaux comme une des principales responsables des violations des droits de l'homme au Guatemala !

A cet égard, la dissolution du DIT est caractéristique. Ce Département des recherches techniques est apparu en 1982 par un décret-loi (20-02) du régime militaire de Rios Montt. Sa création visait au remplacement du Corps des détectives de la police nationale pour les raisons qui président aujourd'hui à sa propre disparition : ses responsabilités prouvées dans les assassinats, les enlèvements, les disparitions, les tortures dans les prisons clandestines, etc. Mêmes raisons, et mêmes résultats : ne dépassant pas

le constat du nouveau président en ce début d'année — *«il y a des faits qui restent hors du contrôle du gouvernement»* —, aucune remise en cause explicite de l'autonomie des dépendances de l'armée et des groupes paramilitaires dirigés par des officiers n'est venue des sphères gouvernementales.

Des mesures ont été engagées, certes, mais inefficaces. La mutation de chefs de département, les modifications apportées dans les directions, la destitution de certains fonctionnaires pour corruption ne pouvaient que rester lettre morte, étant suivies de la réincorporation de la plupart des effectifs.

«HOMMES DE MAÏS» ET CHOUX DE BRUXELLES

Ces semblants de modifications dans les structures qui ont généré la répression se relèvent non seulement à «la ville», mais également à «la campagne», à propos de l'important dispositif contre-insurrectionnel instauré par les dernières dictatures. Rappelons qu'il repose sur trois structures principales : les Coordinations interinstitutionnelles (CII), les Patrouilles d'autodéfense civile (PAC) et les Pôles de développement constitués d'un ensemble de «villages modèles».

Pour ce qui est des CII, des modifications ont été appor-

tées concernant leur contrôle : d'après le décret du 20 février approuvé par l'organe législatif, c'est maintenant le ministère du Développement qui l'assurera. Au niveau départemental, c'est donc un gouverneur civil qui présidera chaque CII remplaçant le commandant militaire de zone. Cependant, ce dernier reste partie prenante de la cellule locale composée également de trois représentants du secteur privé et travaillant sous l'autorité du Conseil national de développement, donc de V. Cerezo lui-même. De fait, ce changement est pure formalité : la coordination du fonctionnement des CII, d'après l'article 7 de l'accord gouvernemental 105-86 du 17 novembre 1985, reste aux mains de la Section des affaires civiles... de l'armée. Ainsi la Constitution se trouve effectivement respectée sans que soit remis en cause le pouvoir militaire.

Les PAC, elles, sont des patrouilles assurant contrôle et répression dans leur communauté. Auxiliaire de répression pour l'armée, elles sont également une main-d'œuvre gratuite pour la réalisation d'infrastructure contre-insurrectionnelles. Ces patrouilles constituent une violation des droits de l'homme car, d'une part, l'enrôlement dans ces milices est obligatoire et forcé et, d'autre part, elles sont fondées sur le système des «mouchards».

Cette situation semble intolérable pour toute conscience démocratique. Là encore, V. Cerezo ne peut être tenu responsable de la création des PAC, mais il l'est par contre de leur maintien.

Les 14 et 21 février, le président inaugure deux nouveaux villages modèles : l'un à Chisec (département de Alta-Verapaz) regroupant quelque cinq mille personnes, le second dans le Triangle ixil (Quiché), rassemblant cent-quinze familles paysannes indiennes. Sont placés dans ces villages-modèles les réfugiés internes rescapés de la politique de «terre brûlée» des derniers régimes militaires ; également les réfugiés externes qui ont fui la répression pour le Mexique, le Honduras, Belize, etc. Comme le précisait le président démocrate-chrétien : *«Les réfugiés qui désirent retourner au pays ont toute liberté de le faire, si l'un d'eux possède maison, terre, famille dans un endroit quelconque de la République et s'il désire s'y diriger, il peut le faire. Mais si quelqu'un n'a pas où aller parce qu'il a tout perdu, il peut demander à être accueilli dans un «centre de développement», et le gouvernement en prendra soin comme il convient».* (Infoguat numéro 2, bulletin de l'ambassade guatémaltèque à Paris). Ainsi cent-quinze réfugiés récemment rentrés volontairement du Mexique avaient été acheminés vers des pôles de développement du fait

de la destruction de ces communautés au cours des dernières années. Cette décision a été appliquée en dépit de l'appel lancé au gouvernement démocrate-chrétien par la Commission des droits de l'homme du Guatemala demandant que les réfugiés externes de retour ne soient pas cantonnés dans ces villages modèles où leurs droits ainsi que leur vie étaient menacés : selon les chiffres donnés par Carlos Gehlerte Mata, député démocrate-chrétien spécialiste des questions de santé, le taux de dénutrition maximum au niveau national est de 7% tandis qu'il s'élève à 20% dans ces villages modèles.

C'est clair : Vinicio Cerezo n'a pas l'intention de supprimer ces Pôles de développement, mais va par contre tenter d'en améliorer la réputation au regard du monde, transformant ces villages modèles, camps de travail où tout individu est brimé dans tout son être, en centres de développement où chaque résident serait libre.

UNE TREVE UNILATÉRALE ?

Dans ce processus de démocratisation, l'attention se porte naturellement à suivre de près l'attitude de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), rassemblant les organisations politico-militaires. On se souvient en effet de la plate-for-

me revendicative rendue publique après l'accession de Vinicio Cerezo à la présidence (voir *Solidarité Guatemala* numéro 32-33) déclarant que ne pas entraver la réalisation des promesses de la Démocratie chrétienne ne remettait pas en question pour le moment l'engagement de l'URNG pour la libération du peuple guatémaltèque.

Aussi ne fut-on pas surpris d'apprendre, le 5 mars, par un communiqué daté du 7 février, que l'URNG décidait d'une trêve unilatérale pour une période de deux ans ! Il s'agissait d'un faux.

Dès le lendemain, Pablo Monsanto, membre du commandement unifié — en place depuis février dernier —, rappelait que son organisation était effectivement prête à dialoguer et à arriver à des accords concrets, mais qu'il restait hors de question de déposer les armes. Aussi a-t-il réaffirmé la viabilité d'une lutte «*que nous livrons, nous les révolutionnaires guatémaltèques, contre les injustices sociales, l'oppression, la faim, causes qui sont à l'origine de cette lutte et qui, jusqu'aujourd'hui, restent intactes*». Soulignant que le gouvernement de Vinicio Cerezo ne prévoyait pas de remettre en cause le décret 8-86 opposé à tout jugement des responsables des crimes et des massacres, P. Monsanto a déclaré que ce faux communiqué cherchait à créer une confusion nationale et internationale.

Tentative avortée pour l'heure, à la lecture du communiqué, vrai celui-là, produit à l'occasion de la réunion ministérielle du Mouvement des pays non-alignés à New-Delhi, le 8 avril. Rappelant qu'il y a une «*différence importante entre les promesses et les faits*», l'URNG «*exige du gouvernement qu'il réponde aux aspirations les plus profondes et les plus immédiates du peuple guatémaltèque*», tout en gardant l'«*espoir que le gouvernement pourra prendre les mesures à même de garantir une plus ample participation des secteurs populaires dans la recherche d'une solution pacifique au conflit que vit le Guatemala et du plein exercice des droits de l'homme*». Selon elle, par ailleurs, la politique étrangère de Vinicio Cerezo doit se baser sur le refus de la politique interventionniste de l'administration reaganienne, de l'aide militaire nord-américaine au Guatemala, et également de l'ingérence des régimes d'Israël et de l'Afrique du Sud.

EN ATTENDANT...

Violences, criminalité, guerre, misère, inflation, contre-insurrection, luttes, disparus... Même Guatemala, même peuple, avec toujours ses mêmes souffrances. Combien de temps sera-t-il donné par ceux et celles qui vivent «ce» Guatemala au quotidien à ce nouveau pouvoir qui ne promet que sur l'avenir lointain ?

CHRONIQUE

D'UN NOCTAMBULE

ACTUALITE

Mon dernier voyage au Guatemala, un des plus beaux pays de la planète, mais également un des plus frappés par la terreur et la violence durant quasiment toute son existence, eut lieu en 1981. Le président était alors Romeo Lucas Garcia.

A ce moment-là il n'était pas nécessaire d'avoir lu un article dans *le Monde diplomatique* ou d'avoir assisté à une activité du collectif Guatemala de Paris, pour se rendre compte de ce qui se passait.

MA.V.

Des hommes plus grands que le commun des Guatémaltèques, au chapeau si large qu'il leur servait de parapluie lorsqu'il pleuvait, tournaient dans les rues de la capitale, à bord généralement de fourgons Toyota. Et pour ne pas se sentir vulnérables, ils portaient des armes automatiques, de tous les calibres imaginables, comme si déjà à cette époque ils avaient vu Rambo. Le troisième jour de mon arrivée, j'entendis à la radio que la guérilla, à sept heures du matin, avait tué un chef de la police. Et que quarante-cinq minutes après, des hommes comme ceux que je viens de décrire, débarquaient à

l'université de San-Carlos et, sans faire de nuances, ouvraient le feu, massacrant plus de vingt étudiants dans l'attente de la reprise de leur cours. La nuit même, à la télévision, le ministre de l'Éducation, déclare qu'on ignorait totalement les mobiles de ce crime. Mais que, tout le monde savait que cette université était un nid de subversifs. Je pensais alors que s'il se passait ces événements dans la journée, je pourrais moi qui aie toujours été un noctambule impénitent, profiter de l'obscurité de la nuit pour sortir et rencontrer d'autres noctambules. Généralement plus pacifiques que le reste des humains.

A vingt-deux heures, je sortis donc me promener dans la sixième avenue. C'était le boulevard Saint-Germain, mais je ne rencontrai que cinq ou six personnes qui me regardèrent avec inquiétude en s'éloignant avec empressement.

Je me souviens que les journaux, la radio et la télévision accusaient le président des États-Unis, Jimmy Carter, d'être pro-communiste vu ses faiblesses face aux sandinistes.

LE RETOUR

En avril dernier, j'eus à nouveau l'occasion d'aller dans ce pays petit et coloré.

Arrivée à l'aéroport «La Aurora» à onze heures du matin, température de 28 degrés. En me rendant à l'endroit où j'allais séjourner, j'observe inquiet que sur de nombreux toits sont installées de gigantesques antennes paraboliques. Quelqu'un m'explique que c'est pour capter les télévisions du monde entier. J'étais alors heureux à la pensée de pouvoir regarder toutes les chaînes de télévision, de Bogota à TF1. Ce que je ne pus jamais faire, car ni les enfants ni les adultes ne permettaient que l'on modifie la programmation made in USA.

Pour mon anniversaire, des amis organisèrent une petite fête. Et nous avions tant bu de notre liqueur nationale que nous ne

trouvâmes rien de mieux à faire qu'à parler de politique... qu'au Nicaragua, les sandinistes sont des communistes, que l'on y mange les enfants, que les catholiques sont persécutés ainsi que ce pauvre monseigneur Obando... Que pas du tout, que tout cela était faux, qu'au Nicaragua maintenant les gens vivaient mieux, que l'on était venu à bout de l'analphabétisme, que les «contras» n'étaient rien d'autre que des mercenaires assassins, qu'il y avait une épidémie de SIDA dans les zones honduriennes occupées par les troupes nord-américaines, etc. Mais, au bout du compte, personne ne me demanda de baisser la voix, ne ferma les fenêtres, comme cela se faisait lors de mes précédents séjours.

On ne sent plus cette peur de parler ou d'écouter les gens. On ne voit plus ces «oreilles» se pavanant dans les rues, ni ces nombreux postes militaires (sauf dans les zones stratégiques). La cinémathèque, arrêtée pour subversion, fonctionne à nouveau : des cycles de films y sont projetés, durant lesquels se tiennent des débats ouverts où sont critiqués l'impérialisme et le gouvernement démocrate-chrétien du Dr. Vinicio Cerezo. Certains reprennent leur repos dominical au bord de la mer, à proximité de la capitale, ce qui avait disparu depuis de longues années, par peur des affrontements armés ou pour éviter les postes militaires.

En bref, on se sent aujourd'hui au Guatemala comme dans n'importe quel autre pays d'Amérique latine, comme la Colombie ou le Venezuela, ou n'importe lequel de ces régimes « démocratiques » au nouveau « look » (Alan Garcia, Oscar Arias, Belisario Betancourt, etc.) : on y trouve la corruption, une disproportion extrême entre la richesse des uns et la misère des autres, des guerilleros, des syndicats, des marchés, des fêtes, des associations de mères, des groupes paramilitaires, etc.

ET ILS AURAIENT LAMENTABLEMENT RAISON

Je ne sais pas, mais qu'on ne vienne pas me dire que Romeo Lucas Garcia et Vinicio Cerezo, c'est la même chose. Mon général Lucas Garcia avait même oublié les strophes de l'hymne national guatémaltèque. Par contre, il ne

se fait pas une réunion, un débat, une assemblée où le Dr. Vinicio Cerezo ne prononce son discours. Il va jusqu'à condamner l'intervention nord-américaine contre la Libye et déclarer qu'il n'est pas vraiment d'accord pour que les gringos se mêlent des affaires nicaraguayennes. Ainsi sortit-il le Premier mai sur la Place centrale pour discuter avec des syndicats venus manifester leur refus des propositions économiques du gouvernement. Le jour suivant, il recevait au même endroit quinze mille paysans venus du sud du pays afin de solliciter des facilités pour acquérir de la terre.

Bien. Certains prétendront que ces villages modèles instaurés par les militaires au Guatemala contrôlent non seulement totalement la population paysanne, mais de plus déstructurent les communautés indiennes, que les assassinats et les disparitions persistent, que les gens continuent de mourir de faim (et ils auront lamentablement raison)... que rien n'a changé.

L'ÉGLISE CATHOLIQUE GUATEMALTEQUE

La transition hésitante

L'Église guatémaltèque, longtemps identifiée au pouvoir, fait preuve aujourd'hui d'une certaine sensibilité à l'égard des principales inquiétudes de la population. Mais cette évolution a lieu dans un contexte politique national et régional devenu extrêmement complexe et délicat, d'où l'importance des débats internes concernant le rôle que l'Église doit jouer au sein de la société guatémaltèque.

ACTUALITE

Le 15 juin 1983 est une date très importante pour les catholiques du Guatemala : le cardinal Mario Casariego, chef de l'Église guatémaltèque depuis près de vingt ans, est mort. Avec lui disparaissait un des principaux soutiens des militaires ; et ce, depuis sa nomination, le 10 décembre 1964.

Longtemps aumônier de l'École polytechnique (académie militaire), ami intime et confident de plusieurs générations d'officiers, le cardinal Casariego avait été, indiscutablement, le principal obstacle à l'évolution de l'Église guatémaltèque. Lui, qui au lendemain du coup d'État

de Rios Montt (le 23 mars 1982) avait déclaré *« si je n'avais pas été curé, je serais militaire »*, a reçu, lors de ses funérailles, un vibrant hommage de la part de l'armée, et fut enterré avec les honneurs militaires.

A cette occasion, le colonel Hector Fuentes, chef d'état-major de la Défense, avait déclaré notamment que Mgr. Casariego *« était considéré comme un guide spirituel de l'armée, avec laquelle il avait toujours été identifié »*.

La mort du cardinal intervint dans un contexte politique national très particulier, marqué principalement par la dégradation des rapports entre l'Église

catholique et le général Rios Montt, membre d'une secte fondamentaliste nord-américaine. Celui-ci avait, en effet, favorisé l'entrée massive des membres de diverses sectes dans l'appareil d'État, soutenant activement une sorte de guerre religieuse quasi ouverte contre le catholicisme, religion dominante dans le pays. On se rappellera, à cet égard, l'exécution de six personnes, condamnées par les sinistres «tribunaux spéciaux», le jour même de l'arrivée du pape Jean-Paul II en Amérique centrale. Cet acte avait été interprété, à l'époque, comme une provocation à l'encontre du pape. Ce dernier d'ailleurs a maintenu sa visite au Guatemala à contre-courant d'une opinion largement répandue parmi les catholiques.

L'ÉVOLUTION DE LA HIÉRARCHIE

Disparu Mgr. Casariego, la Conférence Épiscopale, qui avait manifesté à plusieurs reprises son opposition aux positions soutenues par le chef de l'Église guatémaltèque, cherche à se démarquer progressivement de l'action des militaires au pouvoir. Désormais, la question des droits de l'homme devient un sujet central dans les messages publics de la Commission Épiscopale. Mais cette évolution des autorités ecclé-

siastiques n'est pas dépourvue d'hésitations et d'ambiguïtés.

Formée dans une tradition «antigauche» dont elle ne s'est pas encore affranchie, la hiérarchie catholique garde une méfiance certaine envers l'opposition, et notamment envers sa principale composante, les mouvements armés. Elle ne semble pas non plus disposée à s'affronter ouvertement aux militaires. Et si les massacres sont dénoncés publiquement, c'est toujours en des termes très vagues et généraux. Ainsi, parler de la «violence» comme responsable des assassinats et enlèvements constants, est une façon de diluer les responsabilités.

Cette forme de dénonciation a encore été utilisée le 12 avril dernier par Mgr. Prospero Penados, archevêque du Guatemala et successeur de Mgr. Casariego, lorsqu'il a déclaré que de 1981 à nos jours cinquante catéchistes et quatorze prêtres avaient été assassinés ou étaient disparus. Depuis, un grand nombre de temples dans les zones rurales ont été occupés, par les militaires, qui commencent à peine à les restituer.

Mais, en affirmant qu'il ne s'agit pas de crier vengeance «*mais simplement que justice soit rendue*», Mgr. Penados reconnaît, implicitement, que sa position en tant que chef de l'Église guatémaltèque est peu confortable. On doit reconnaître, en effet, que sa tâche est très délicate, avec des

militaires ayant toujours le pouvoir mais absents du gouvernement.

LE DÉFI AUX CROYANTS

C'est effectivement cette situation qui explique en bonne partie les hésitations de la Commission Épiscopale. Bien qu'il serait trop facile d'utiliser le schéma opposant la hiérarchie aux fidèles de base pour expliquer les orientations du débat interne à l'Église, il est certain que des courants plus « progressistes » existent parmi les catholiques, même si aucun ne met en cause la hiérarchie globalement.

Des divergences apparaissent, effectivement, au niveau de certaines analyses — la nécessité de certaines réformes « en profondeur », les modalités pour défendre les droits de l'homme, par exemple —, mais ils cherchent tous à travailler au sein d'une seule Église, sans mettre en cause son unité, considérée comme fondamentale. Pour ces courants, le fait que la C.E. revendique les prêtres et les catéchistes tombés victimes de la répression officielle comme des témoins et des martyrs de l'Église est très important : cela veut dire qu'elle reconnaît qu'ils sont morts pour leur foi et à cause de leur engagement aux côtés du peuple. Et dans ce sens, ils font partie, alors, du patrimoine de toute l'Église.

Une autre source de discus-

sion interne se situe autour du soutien très explicite accordé par la C.E. à la Démocratie chrétienne, lors des élections qui ont porté au pouvoir Vinicio Cerezo. Si cette identification de la hiérarchie aux positions de la DCG ne semble pas satisfaire une partie des fidèles, par contre ils reconnaissent volontiers que des sympathies plus à droite n'apparaissent plus, tout du moins ouvertement. Cela est interprété comme une évolution positive par rapport aux positions officielles de l'époque Casariego.

A cet égard, trois courants se dessinent au sein de la C.E. Le premier représente la position des évêques favorables à la DCG, dont les principaux animateurs semblent être Mgr. Gerardo Flores (évêque d'Alta et Baja Verapaz) et Mgr. Rodolfo Quezada Toruno (évêque de Zacapa).

Pour le second courant, l'Église ne doit pas s'identifier avec le projet de la DCG considéré comme insuffisant dans des domaines tels que les droits de l'homme ou le programme de réformes. Elle doit, au contraire, mener une action plus dynamique dans ces domaines, soutenant un peu plus les revendications de *justice*, autant sur le terrain politique que social.

Cette position semble être celle de Mgr. Prospero Penados (archevêque métropolitain et Président de la C.E.), de Mgr. Juan Gerardi (évêque d'El Quiché, dé-

partement qu'il a quitté depuis plusieurs années à cause de la violente répression militaire et qu'il n'a pas encore réintégré, secrétaire de la C.E.) et de Mgr. Ramiro Pellecer (évêque auxiliaire de la capitale).

Cette pluralité de courants pourrait expliquer les hésitations de la hiérarchie, lorsqu'elle déclare, par exemple, à propos de l'action des parents des disparus regroupés dans le Groupe d'appui mutuel (GAM), que *«le GAM avait une raison d'exister sous un gouvernement de facto, mais maintenant c'est un attentat contre la démocratie»*. Mais plus tard, dans ses déclarations à la presse guatémaltèque du 12 avril dernier, Mgr. Penados réaffirme que l'Église catholique exige l'application de la justice dans le cas des disparus et des personnes assassinées au Guatemala.

Finalement, la dernière illustration des difficultés rencontrées par la hiérarchie catholique dans ses analyses politiques nous est donnée par sa position concernant un des problèmes fondamentaux du pays : le problème

de la terre. Compte tenu que la question de la terre a toujours été un sujet «tabou» au Guatemala, on ne peut que trouver surprenante une déclaration formulée le 18 mai dernier par Mgr. Penados, affirmant que *«l'Église catholique s'est prononcée pour une réforme agraire dans ce pays»*, car *«70% de la terre est dans les mains de quelques-uns, ce qui est une injustice terrible, un péché social»*.

En même temps, il a dénoncé l'action des sectes fondamentalistes qui *«en divisant la communauté l'affaiblissent»*, en ajoutant que ces groupes, avec des puissants moyens économiques, *«des dollars qui viennent du nord»*, *«sont un moyen dont se servent les puissances étrangères pour diviser la communauté latino-américaine»*.

Cette déclaration, extrêmement explicite, semble prolonger une déclaration datant du mois de février dernier, selon laquelle *«dans un pays comme le Guatemala, la guérilla a une raison d'être»...*



PRESENTATION

En 1979, la situation en Amérique Centrale apparaissait claire : le Nicaragua était le seul pays où la peine de mort avait été abolie par le nouveau pouvoir sandiniste et où le respect et le développement des droits de l'homme était la priorité politique du gouvernement. Au Guatemala, au Salvador et au Honduras, les dictatures alors en place pratiquaient, à l'image du Nicaragua de Somoza, la répression comme technique principale de gouvernement ; et dans les deux premiers cas, les massacres de populations civiles comme axe de leur politique contre la «subversion». Depuis, les États-Unis, principalement sous la présidence de Ronald Reagan, ont mené une politique articulant le retour à des régimes issus du suffrage universel avec une intervention militaire croissante ; la seconde apparaissant d'ailleurs comme la condition permissive de la première. Sept ans plus tard, la guerre s'est installée en Amérique Centrale dans les quatre pays. Une guerre où par définition le premier de ces droits, le droit à la vie, est violé quotidiennement ; et notamment au Nicaragua comme

l'indique le rapport d'«Amnesty International» sur 1985. Et certains de conclure que finalement, rien n'avait changé. Or il faut être atteint d'une myopie particulièrement grave pour arriver à une telle conclusion. Car ce qui différencie fondamentalement le régime sandiniste de ses voisins peut se résumer en deux séries d'éléments qui nous paraissent décisifs : Encore aujourd'hui le seul pays qui traduit en justice les responsables de ces violations est le Nicaragua. Donc le seul régime politique qui applique clairement sa volonté de mettre fin à de tels abus ; car au Guatemala, au Salvador et au Honduras aucun tortionnaire n'a jamais répondu à un seul crime commis contre son peuple. Ceci pour les faits. Quant aux orientations il en est de même : quel est l'objectif des régimes démocratiques en place ? Dans le cas des trois pays recevant le soutien des États-Unis il consiste à pérenniser le système de domination en place depuis plusieurs décennies ; système, qui faute de pouvoir être critiqué ouvertement sous peine de mort, a conduit l'opposition démocratique à prendre les armes. Mais peut-être le plus significatif réside dans l'attitude des gouvernements centro-américains vis-à-vis des organisations de défense des droits de l'homme. Au Guatemala, au Salvador et au Honduras, après les assassinats de leurs responsables dont la liste est longue, la crédibilité d'une image démocratique internationale demandait un changement de méthode. C'est fait : des commissions ont été créées par les gouvernements mais leurs résultats se sont jusqu'à ce jour tous révélés nuls. Au Nicaragua, le gouvernement favorise le travail des organisations de défense des droits de l'homme qui ont établi que la quasi-totalité des violations entraînant mort d'homme est le fait de la «contra».

Issus du rapport d'«Amnesty International» ces éléments clarifient nettement la situation des droits de l'homme en Amérique Centrale. Ce type de distinction se retrouvant d'ailleurs dans les travaux de la nouvelle «comission de los derechos humanos de America-Central, CO.DE.HU.CA. On comprend maintenant mieux en quoi le pays de Sandino, sans constituer un modèle régional représente toujours pour les peuples centro-américains une référence en matière d'autodétermination et de respect des droits de l'homme ; et ce, en temps de guerre.

ASPECTS

SOCIO-ECONOMIQUES

D'UNE CRISE

GÉOPOLITIQUE

DOSSIER

Le texte que nous publions ci-dessous est extrait de la dernière livraison d'ENVIO (numéro 55-56, de janvier-février), constituée d'une longue étude de fond du «nouveau sujet historique» centre-américain. Cette étude sera intégralement traduite dans l'édition en français d'ENVIO. Elle présente une analyse remarquable de l'évolution d'ensemble de l'Amérique centrale depuis 1979, et des contradictions auxquelles se heurte la politique de l'administration Reagan.

Institut historique centre-américain (IHCA)

L'évolution socio-économique de l'Amérique centrale est difficilement séparable de celle des conflits politico-militaires qui, à des degrés divers, affectent toutes les formations sociales de la région. Il est cependant possible de dégager quelques tendances lourdes, qui se retrouvent dans chacune d'entre elles, et qui, au-delà des facteurs conjoncturels, relèvent d'une mise en cause globale du modèle de domination régional, rendue particulièrement aiguë par la prolongation de la crise économique mondiale.

UNE RECOLONISATION ÉCONOMIQUE

Il y a d'abord une forte tendance à l'accroissement de la dépendance et du besoin de financement externe des économies centre-américaines. Leur croissance a dû être subventionnée au cours des années soixante-dix, et elles ont aujourd'hui besoin d'un financement qui va croissant chaque année, ne serait-ce que pour enrayer la chute de leur croissance. A l'exception du Nicaragua, l'aide nord-américaine est la principale source de financement, et elle a des effets politiques qui aggravent l'étouffement économique des différents pays. On assiste à

un processus de *recolonisation économique*, ou de constitution de *protectorats de faits*.

Au Salvador, les États-Unis ont dépensé en 1985, 744 millions de dollars, ce qui représente 82% des exportations du pays, 20% de son P.I.B. et 177% des dépenses courantes du budget de l'état. C'est comme si les États-Unis avaient payé en 1984 58% des impôts levés dans le pays. Le cas du Salvador est certes le plus dramatique, car il correspond à une sorte de *vietnamisation de l'économie salvadorienne*, par analogie avec l'évolution enregistré au Sud-Vietnam entre 1956 et 1962 (entre la défaite française et l'engagement militaire américain).

Au Honduras, bien que les sommes dépensées ne s'élèvent qu'à 300 millions de dollars, leur poids relatif est tout aussi important, compte tenu de la taille plus réduite de l'économie. Bien qu'il ne se traduise pas par une perte de souveraineté aussi directe et avancée qu'au Salvador et au Honduras, le même phénomène se produit au Costa-Rica et au Panama sous le jeu combiné des pressions économiques exercées par le F.M.I. et les U.S.A., et des pressions militaires et politiques qui s'y ajoutent.

Le fait de n'avoir pu conserver le soutien du F.M.I. a obligé le Guatemala à s'engager lui aussi sur la voie du protectorat de fait. Quant au Nicaragua, c'est lui qui a bénéficié du financement externe le plus important, même si les sources en ont été beaucoup plus diversifiées, se répartissant entre l'Amérique latine, l'Europe occidentale et le C.A.E.M., et si les fonds obtenus ont servi à financer des changements structurels profonds de son économie, porteurs d'une nouvelle dynamique sociale.

Le Nicaragua a su «diversifier» bien plus que les autres pays, sa dépendance et il est beaucoup moins lié à l'aide de Cuba et des pays de l'Est que ne le sont les autres pays, à l'exception du Guatemala, à l'aide nord-américaine.

UN FINANCEMENT PROBLÉMATIQUE

Les deux principaux péchés mortels aux yeux du Congrès américain sont le «communisme» et «l'état-providence». A moyen terme, si l'administration de Washington ne parvient pas à contrôler la corruption et à obtenir une apparence de relance (une relance véritable ne pouvant de toute façon intervenir avant des années, du fait de la prolongation du conflit), il y a un risque non négligeable que le Congrès coupe les crédits aux régimes centre-américains, dans le cadre de la bataille budgétaire avec la Maison Blanche.

C'est là une contradiction qui aura tendance à s'aggraver dans les prochaines années. On le voit bien au Salvador, où une aide supplémentaire de 75 millions de dollars seulement aurait permis de résoudre des problèmes épineux du secteur public, dont la persistance affecte non seulement l'économie mais aussi la crédibilité du gouvernement

AMERIQUE CENTRALE SOUS PRESSIONS —

Duarte. Le problème fondamental est que les bourgeoisies locales n'ont pas de projet autonome. Au lieu de s'attaquer à leur propre crise, elles se délectent des facilités du mode de vie nord-américain, envoient leurs enfants dans les meilleures universités nord-américaines, et continuent à dilapider leur capital, en attendant que les États-Unis les débarrassent des guerillas salvadorienne et guatémaltèque, et déstabilisent le gouvernement sandiniste du Nicaragua.

Tôt ou tard va se manifester l'agacement du Congrès à l'égard de ces «latinos incapables», mais l'alternative qui s'offrira alors à lui n'est guère réjouissante : que les enfants des bourgeoisies locales suivent leurs études aux États-Unis pendant que les «boys» mourront dans les montagnes d'Amérique centrale.

Mais alors qu'aucun débat public n'a eu lieu pendant la phase d'intervention indirecte au Vietnam, l'intervention indirecte en Amérique centrale a été depuis le début au premier plan du débat politique. Cela favorise grandement la tâche du «nouveau sujet historique» centre-américain, car cela lui permet de jouer sur les contradictions à l'intérieur des États-Unis comme au plan international. Les récents succès obtenus par la Maison Blanche ne doivent pas décourager les efforts en ce sens, car les tendances lourdes, à long terme, restent favorables à un refus de l'intervention directe.

DÉSIGNATION DE L'ÉCONOMIE RÉGIONALE

Une certaine intégration économique régionale avait vu le jour dans les années soixante, à l'ombre du Marché commun centre-américain (MCCA). L'une de ses raisons d'être était d'atténuer les fluctuations à la baisse du marché mondial, qui affectent dangereusement des économies aussi petites et aussi ouvertes que celles des pays d'Amérique centrale.

Au prix d'un coût élevé en devises, prélevées sur les excédents de l'agroexportation, et d'un endettement extérieur, le commerce intrarégional s'est fortement développé, passant de 6,5% du total en 1960 à 23% en 1979. Depuis, le volume des échanges s'est comprimé, suite à la dépression la plus sévère qu'ait jamais connue l'Amérique centrale, pour revenir à 18% du total en 1984. Le problème fondamental qui se pose au MCCA est celui de la dépendance extrême du secteur régional intégré vis-à-vis de fournitures (matière premières, mais surtout produits intermédiaires et semi-finis) importées du marché mondial. Ainsi la CEPAL relève-t-elle que *«l'interdépendance économique entre les cinq pays a tendu à se transformer en mécanisme de transmission des effets récessionnistes»* (2), et donc en multiplicateur négatif. Tout laisse prévoir une érosion croissante du MCCA. Le fait que les États-Unis prennent en mains de façon de plus en plus directe l'économie centre-américaine pousse dans ce sens, et chacun cherche des voies de

sortie en dehors du MCCA. On se contente de maintenir ce qui peut l'être.

L'isolement croissant des grands centres urbains, aussi bien vis-à-vis de leur «arrière-pays» rural que vis-à-vis des flux d'échange régionaux, et le contexte général de dévaluation et d'inflation provoquent une croissance démesurée du secteur urbain informel (SUI), et en font un enjeu social stratégique. Ce secteur a joué un rôle révolutionnaire important à Cuba et au Nicaragua, et il a largement contribué aux émeutes de 1981 et 1985, à Guatemala-Ciudad. C'est une force sociale que se disputent âprement la droite réactionnaire et la gauche révolutionnaire, et dont le basculement est susceptible de modifier radicalement le rapport des forces politiques. Sur ce thème s'est tenu récemment un conclave de chefs d'entreprises, à San Pedro Sula. Les documents préparatoires, fournis par Henry Kissinger, présentaient ce secteur comme le plus rebelle à la planification sandiniste, et comme un allié du patronat dans l'ensemble de l'isthme. C'est là une analyse plus que contestable, mais il est certain que ce secteur, dans le contexte économique actuel, est potentiellement explosif dans tous les pays.

UNE CRISE DE DOMINATION

De nombreux commentateurs affirment que la cause principale de la crise économique est la guerre révolutionnaire qui se développe dans certains pays de l'isthme centre-américain. Ils pensent qu'en arrêtant la guerre, le problème économique régional serait résolu. Bien que cette thèse soit partagée par un large spectre de courants idéologiques, nous pensons qu'elle est illusoire et que sa diffusion ne servirait qu'à donner de faux espoirs aux pauvres.

La crise économique est apparue dans les années 70. Ce n'est pas, comme le disent les idéologues de droite, la lutte armée qui l'a provoquée. Au contraire, la crise est née de la croissance dépendante enregistrée entre 1950 et 1970, qui a provoqué la montée des luttes d'où est venue la nouvelle vague de lutte armée. Il est vrai que la guerre a aggravé la crise mais cela ne veut pas dire qu'elle serait pour autant résorbée par le retour de la paix civile et de la stabilité politique.

Notre interprétation s'appuie sur une autre hypothèse : telles qu'elles sont actuellement structurées et insérées dans le marché international, les économies centre-américaines *ne sont pas viables*, que le gouvernement soit de gauche ou de droite. Il faut insister sur la nécessité d'un changement de mode d'insertion des économies centre-américaines dans l'économie mondiale.

(Traduction et adaptation Nicaragua-Aujourd'hui).

LES DROITS DE L'HOMME EN AMERIQUE CENTRALE

Les Droits de l'Homme sont systématiquement violés dans presque tous les pays de l'Amérique Centrale. Au fil des siècles, ils ont été maculés, minimisés, acculés aux bas fonds de la peur, de l'ignorance, pour devenir le contraire de ce pourquoi ils ont été conçus : sacralisés par l'écriture, inscrits dans les Constitutions, dans la jurisprudence... le premier droit de l'homme bafoué fut celui inscrit dans un alphabet qui était étranger aux peuples a qui il fut imposé. Pendant des siècles, la Loi, les Droits, ne furent que de terrifiants bouts de papier et d'encre qui précédaient la violence. Bouts de papier incontournables, ésotériques, magiques : titres de propriété, ordres judiciaires, ordonnances... que de symboles d'oppression et d'arbitraire pendant si longtemps en Amérique Centrale. Tout a commencé là et aujourd'hui que les peuples de l'Amérique Centrale ont compris que ce n'étaient que des bouts de papier, les véritables enjeux sont posés. A différents niveaux les droits de l'homme sont piétinés, mis à nu, et on connaît leurs ennemis.

DOSSIER

SALVADOR

Les réformes inopérantes auxquelles a procédé le gouvernement démocrate chrétien depuis juin 1984 ont contribué à aggraver le niveau et les conditions de vie déjà misérables de la grande majorité de la population. Dans le cadre du conflit politico-militaire interne, le nouveau président a maintenu l'état d'urgence qui limite les libertés publiques et individuelles au nom de la protection de l'ordre public. Ainsi le décret 50 légitime les détentions arbitraires au secret pour les per-

sonnes suspectées de délit politique. Amnesty International souligne que cette loi facilite l'institutionnalisation de la torture et des disparitions. Il règne aujourd'hui, un climat de terreur dans tout le pays.

Amnesty International se préoccupe «des violations massives des droits de l'homme : arrestations arbitraires, détentions prolongées sans jugements, tortures, disparitions, exécutions extrajudiciaires individuelles ou massives. Ces violations commises par les forces gouvernementales opérant soit en uniforme soit en civil

sous couvert de prétendus escadrons de la mort visent des personnes de toutes origines sociales soupçonnées d'opposition politique».

Les victimes sont, par ordre de priorité, des paysans, des ouvriers, des étudiants.

Dans les zones de combat, la doctrine contre-insurrectionnelle qui a tué déjà des milliers de paysans non combattants prévaut encore aujourd'hui. Les ravages des cultures et le nombre d'attaques se sont même intensifiés en 1985 : un millier d'attaques (bombardements et fusillades) ont fait des milliers de victimes, dont des femmes et des enfants.

La Commission des Droits de l'Homme de El Salvador – CDHES – dénonce des pratiques du type répression sélective accompagnées d'actes de barbarie (200 exécutions arbitraires individuelles).

GUATEMALA

Après 30 ans de dictature militaire, le Guatemala connaît en 1985 une «ouverture démocratique» qui aboutit à l'élection d'un président civil démocrate chrétien. La constitution de ce nouveau gouvernement et les conditions de passation de pouvoir ont été dictées par les militaires qui ont ainsi institué un pouvoir parallèle quasi omnipotent. Le Guatemala connaît une

crise économique grave, qui associée à des facteurs structurels comme l'injuste répartition des terres et des salaires, ronge un peu plus chaque jour les droits économiques et sociaux de la population, ce qui attise le conflit armé interne que connaît le Guatemala depuis quelques années.

Amnesty International se préoccupe d'arrestations arbitraires, de disparitions et d'exécutions extrajudiciaires pratiquées de façon massive par les forces régulières agissant sur ordre de leur supérieur, à la ville comme à la campagne. D'autre part, le troisième rapport de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme – CIDH – (daté du 30 avril 1986) affirme que le gouvernement de Vinicio Cerezo n'a pas réussi à freiner les violations des droits de l'homme et ils assurent qu'au Guatemala «on continue d'enregistrer un assassinat par jour».

La Commission Guatémaltèque des Droits de l'Homme – CDHG – dénonce pour sa part qu'entre le six et le sept mai furent exécutées 20 personnes de façon extrajudiciaire..., que le 22 avril furent retrouvés six cadavres dont un, était celui d'une personne séquestrée une semaine auparavant..., le premier mai.

Dans les zones rurales, la politique de répression contre la population indienne soupçonnée de soutenir la guérilla continue,

AMERIQUE CENTRALE SOUS PRESSIONS

bien qu'aujourd'hui l'armée préfère la répression sélective aux massacres. La nouvelle constitution, institutionalise l'existence des «pôles de développement», et les «patrouilles d'autodéfense civil» — PAC — dans lesquelles sont enrôlés de force près de huit cent mille indiens.

HONDURAS

Le général Alvarez ayant accepté l'installation de bases militaires américaines et le soutien à l'activité destructrice de la «contra» au Nicaragua alors que la population hondurienne y était majoritairement hostile, a été limogé. Le nouveau président Suazo Cordova, élu démocratiquement en novembre 1981 n'a pas pour autant remis en cause le rôle de «meilleur allié des USA», attitude qui vaut d'importantes retombées financières au pays. Parallèlement au renforcement de l'armée, le gouvernement de Suazo Cordova a créé des corps d'élite contre-insurrectionnels.

Selon Amnesty International le nouveau gouvernement qui avait fortement critiqué la politique de sécurité qui avait conduit à une multiplication des violations des droits de l'homme est responsable depuis 1981 des mêmes exactions. Des lois comme le décret 33 visant un grand nombre d'infractions telles l'occupation de propriétés privées ou publiques, la diffusion de propagan-

de subversive restent toujours en vigueur. D'autre part, Amnesty s'inquiète des arrestations arbitraires, des emprisonnements avec ou sans jugements pour raisons politiques dans des centres de détention officiels ou clandestins.

NICARAGUA

Amnesty International s'inquiète «de l'existence de prisonniers politiques qui sont principalement des membres de certains groupes d'opposition ainsi que des membres des syndicats qui leur sont liés ; des procès politiques injustes ainsi que de la détention provisoire — au secret — de prisonniers politiques. Il faut signaler que les seuls groupes d'opposition qui aient des syndicats affiliés, sont ceux qui constituent la Coordination Démocratique, laquelle s'est associée à la FDN (contras) lors de la constitution de l'Union Nationale d'Opposition le 21 juillet 1985 à San José.

Amnesty souligne que la cible privilégiée de la répression sont des membres de la Confédération des Travailleurs Nicaraguayens (membre de la Coordination Démocratique). Selon cette organisation les victimes sont soumises à de fréquentes détentions au secret de courte durée dans les locaux de la Direction Générale de Sécurité — DGSE —. Après interrogatoire la plupart

sont relâchés mais certains sont inculpés en vertu de l'article 1 et 2 de la loi sur l'ordre public et alors jugés par les tribunaux spéciaux qui n'ont d'ailleurs de compétence que pour les cas définis par ces deux articles. Les membres de ces tribunaux sont nommés ou révoqués par le pouvoir exécutif.

L'armée nicaraguayenne se livre parfois à des exactions, des mauvais traitements, tortures, exécutions arbitraires ou détentions clandestines, toutefois ces actes ne font pas partie d'une politique du gouvernement et la plupart de ces abus de pouvoir ont donné lieu à des poursuites et les responsables condamnés à de longues peines de prison à l'occasion de procès publics. A l'inverse, les forces contre-révolutionnaires basées à Honduras commettent de nombreuses et graves violations des Droits de l'Homme et ces actes font partie à part entière de leurs méthodes. La Contra attaque des villages et assassine en priorité des paysans qui soutiennent la réforme agraire, des agents de santé et des

enseignants. Amnesty International signale qu'elle a reçu un exemplaire d'un manuel d'Instruction distribué aux «contras» et qui recommande «la neutralisation» publique des civils soupçonnés de collaborer avec le gouvernement sandiniste.

LA CODEHUCA

Lors du «Premier Atelier» sur la situation des Droits de l'Homme à Costa-Rica», la Commission des Droits de l'Homme de l'Amérique Centrale – CODEHUCA – conclut que tous les moyens de communication ne donnent pas les informations qui leur paraissent contraires à l'idéologie dominante, affectant ainsi la population dans son droit à l'information et à la libre expression. Elle affirme par ailleurs que l'ensemble de la population veut la paix avec le Nicaragua mais que les mass-media mettent en œuvre une forte propagande pour la guerre et la violence.

CONTADORA

Quel avenir pour la paix ?

Créé il y a un peu plus de trois ans, lors d'une réunion des présidents du Mexique, du Venezuela, du Panama et de la Colombie, le groupe de Contadora, du nom de l'île panaméenne où cette réunion avait eu lieu, continue à être la seule initiative diplomatique présentant une alternative à la politique de l'administration Reagan en Amérique centrale. Mais, alors que la Maison Blanche renforce son intervention militaire contre le Nicaragua sandiniste, quelles peuvent être les perspectives réelles d'une telle démarche, dont l'objectif est de ramener la paix dans cette région du monde ?

DOSSIER

Pratiquement paralysée à la fin de l'année dernière, l'action du groupe de Contadora a été relancée avec l'élection du démocrate-chrétien Vinicio Cerezo à la présidence du Guatemala : il avait promis la défense d'une « neutralité active » comme axe essentiel de sa politique centro-américaine. Pour les pays du groupe de Contadora, le nouveau président guatémaltèque était considéré comme un interlocuteur d'autant plus sérieux qu'il se démarquait de l'attitude des présidents du Salvador, du Honduras et du Costa Rica, dont la dépendance — soumission diront certains — à l'égard des États-Unis avait été maintes fois mise en évidence.

Cette nouvelle dynamique a connu sa première concrétisation lors de la réunion effectuée à Caraballeda (Venezuela), deux jours avant l'investiture de M. Cerezo, par les pays membres du groupe avec les représentants des pays du Groupe de soutien à Contadora (Brésil, Argentine, Uruguay et Pérou). A l'issue de cette réunion, un document fut élaboré : la Déclaration de Caraballeda, remis aux présidents centro-américains présents à la cérémonie d'investiture le 14 janvier dernier ; le Nicaraguayen Daniel Ortega était présent. Ceci fut le premier pas d'une série de rencontres devant aboutir au sommet des présidents de l'Amérique centrale, qui eut lieu les 24 et 25 mai dernier à Esquipulas (Guatemala), où ceux-ci manifestèrent leur attachement aux démarches effectuées par le groupe de Contadora, ainsi que leur « volonté de signer l'« Acte de Contadora pour la paix et la coopération en Amérique centrale » en assumant la totalité des engagements et

procédures contenus dans celui-ci».

La signature de cet acte, considéré comme fondamentale pour la paix régionale, fut, en effet, maintes fois retardée. A tel point que le groupe de Contadora avait annoncé qu'un nouveau retard dans sa signature, prévue pour la réunion du groupe avec les pays centro-américains du 6 juin dernier, entraînerait la dissolution du groupe. On peut estimer, alors, que le soutien unanime exprimé par les présidents de l'Amérique centrale aux efforts de Contadora n'est pas, cette fois-ci, une simple déclaration de circonstance, mais la reconnaissance de l'importance qu'une telle instance de dialogue et de discussion offre pour la recherche d'une solution négociée aux conflits de la région. Car sans Contadora nous n'aurions, dans l'état actuel des choses, que le face à face avec les États-Unis, que tout le monde redoute, y compris le Honduras, car l'issue en serait incertaine.

C'est pourquoi les présidents centro-américains ont souligné que malgré la nécessité de continuer la discussion sur des aspects tels que *«les manœuvres militaires, le contrôle d'armements et la vérification du respect des accords»*, aucun obstacle de fond ne s'oppose à la signature de l'acte. Ils demandent, donc, un nouveau délai pour la signature du document final, et insistent sur l'importance qu'ils accordent à l'action de Contadora, en demandant aux pays membres du groupe de continuer leur action, même si l'acte n'est pas signé le 6 juin.

L'action de Contadora revêt une importance qui va au-delà des considérations purement conjoncturelles. Historiquement, avec la participation active de huit pays, c'est la première fois qu'une initiative diplomatique véritablement latino-américaine dans sa conception et dans ses démarches voit le jour. Si on vit, dans le passé, d'autres initiatives diplomatiques collectives, elles ne furent qu'une caricature de «latino-américanisme» et d'«indépendance» : l'approbation de l'intervention nord-américaine contre le président Arbenz au Guatemala (1954) ; l'exclusion de Cuba de l'Organisation des États Américains (1962) ; l'invasion par les marines de la République dominicaine (1965). Plus récente, mais toute aussi grotesque, fut l'invasion de l'île de Grenade (1983), un chef-d'œuvre de mise en scène — passé du président oblige — et de cynisme. Toutes, sans exception, ont été décidées par Washington et s'il y eut des participants latino-américains, ils n'eurent, dans le meilleur des cas, qu'un rôle de figurants.

Vue sous cet angle-là, l'initiative de Contadora représente déjà une grande première dans les annales de la diplomatie du continent. Mais son importance se trouve redoublée si l'on considère que cette initiative prend corps pour s'opposer... au «big brother», précisément. Il aurait fallu l'arrivée d'un (mauvais) acteur à la présidence des États-Unis, pour qui le monde est un scénario hollywoodien fait de bons et de méchants, pour voir l'«arrière cour» manifester son indépendance et son opposition à la politique des États-Unis en Amérique Centrale et Latine.

« AMERIQUE CENTRALE, LA CINQUIEME FRONTIERE ? »

Pour une solidarité critique

Par ce titre éloquent, les deux auteurs de l'ouvrage paru récemment aux Éditions La Découverte illustrent l'essence de la politique des États-Unis dans la région.

Un livre au franc-parler parfois saisissant, étayé par une bonne connaissance du terrain, ce qui ne peut que déboucher sur une solidarité même critique.

DOSSIER

Entretien avec E. VENTURINI,
reporter à l'hebdomadaire *Révolution*

En sortant un peu des mots d'ordre, en prenant du recul, on s'aperçoit que la réalité n'est pas tout en blanc et en noir. Cette réalité, il faut bien la saisir ; faute de quoi on risque de tomber dans un angélisme naïf qui ne résiste pas longtemps aux événements. Il s'agit de permettre aux gens qui veulent s'engager dans la solidarité de ne pas sombrer dans la désillusion lorsque les Sandinistes commettent des erreurs, ou de ne pas se sentir désorientés quand le président du Guatemala n'apparaît plus comme un affreux dictateur militaire.

IL N'Y A PAS DE RÉVOLUTION CENTRO-AMÉRICAINNE

On s'aperçoit qu'il existe une contradiction, à mon avis incontournable, entre les intérêts d'État et ceux des différents mouvements révolutionnaires. Cette contradiction est objective. Les Sandinistes, par exemple, sont les seuls à avoir établi en Amérique centrale un État révolutionnaire légitime. Leur souci premier, face à une agression qui ressemble à une guerre d'usure, est d'éviter que se forme un bloc régional qui servirait de courroie de transmission de la politique

nord-américaine. D'où leurs efforts pour ménager les pays voisins et leur appui à Contadora. Les Sandinistes discutent avec Duarte et Cerezo tout en ayant de bons rapports avec le FMLN au Salvador et l'URNG au Guatemala.

Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'il n'y a pas de révolution centro-américaine proprement dite. Les dimensions de la crise sont régionales, mais chaque situation interne trouvera son propre dénouement : chaque révolution s'est forgée une identité propre à partir de réalités concrètes, locales. Si Cerezo a obtenu une certaine légitimité au Guatemala, ce n'est pas parce que les Sandinistes discutent avec lui.

CUBA JOUE LA PRUDENCE ET LA MODÉRATION

Pour mieux contrer les arguments manichéens de Washington, il faut bien comprendre le rôle joué par Cuba dans la région, qui est le contraire de l'image que veut en donner Reagan. Tout en apportant une solidarité considérable au Nicaragua et en ayant joué un rôle décisif dans le rapprochement des différents groupes de gauche dans la région, Cuba joue la modération, la prudence et le réalisme. Son but est avant tout d'éviter une intervention nord-américaine. Contrairement à ceux qui souhaitent cette intervention directe en pensant qu'elle obligerait tous les révolutionnaires en Amérique centrale à s'unir dans une vaste insurrection régionale, les Cubains pensent qu'elle entraînerait un recul énorme du mouvement révolutionnaire.

Objectivement, si les USA parviennent à renverser les Sandinistes, à rayer de la carte le FLMN, l'URNG et à remettre de l'ordre dans leur baraque au Honduras, Cuba serait elle-même en danger. Si par contre l'Amérique latine dans son ensemble impose une défaite aux USA, c'est-à-dire un règlement diplomatique, ce serait une victoire de la diplomatie cubaine qui est assise sur le latino-américanisme. Cuba a donc intérêt, comme le Nicaragua, à collaborer avec tous les gouvernements de la région ; ce qui n'exclut pas son appui aux révolutionnaires, mais cette politique n'est pas sans contradictions.

RIEN DE DÉCISIF NE SE JOUE POUR LES SOVIÉTIQUES

Il ne faut pas non plus, lorsqu'on lance des mots d'ordre sur la solidarité internationale, perdre de vue le fait que les Soviétiques, qui ne connaissent pas bien l'Amérique latine et pour qui le conflit centro-américain n'est pas un dossier prioritaire, prennent très peu de risques. Ils ont une crédibilité à défendre et soutiennent, matériellement et politiquement, Cuba et le Nicaragua. Ils espèrent que les États-Unis continueront à être gênés par des révolutionnaires là-bas. Mais rien de décisif ne se joue pour eux. D'ailleurs, ils se sont encore mal remis de la décision du PCES (Parti communiste du Salvador) de s'engager dans

AMERIQUE CENTRALE SOUS PRESSIONS

la lutte armée — évènement qui a déclenché un vaste débat en Union soviétique, encore loin d'être résolu. Leur soutien de principe aux révolutionnaires du Guatemala et du Salvador, en tous cas, ne se traduira pas — contrairement à la propagande nord-américaine — en appui logistique décisif.

NE PAS ETRE PLUS SANDINISTE QUE LES SANDINISTES

Pour nous, Européens solidaires avec ceux qui luttent en Amérique centrale, toutes ces réalités, toutes ces contradictions doivent être présentes dans notre esprit. Notre livre s'efforce d'apporter les données objectives, qu'elles nous plaisent ou pas, de la situation dans chaque pays de la région. Chaque processus révolutionnaire est complexe et aucun n'est linéaire. Il ne faut pas, non plus, être plus Sandiniste que les Sandinistes — car cela porterait atteinte à notre crédibilité et ne ferait guère plaisir aux Sandinistes eux-mêmes. Surtout, nous ne devons pas simplifier les choses au point de définir les bons et les mauvais sans nuancer la réalité. C'est le jeu de Reagan.

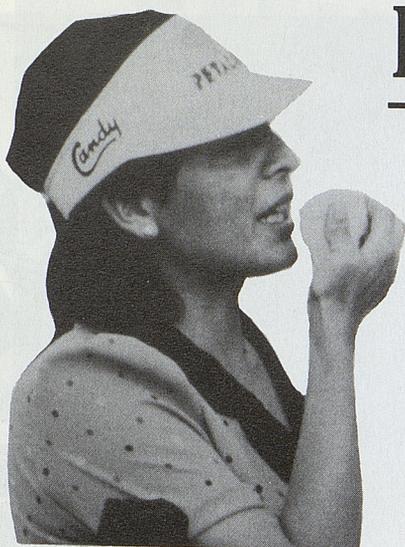
C'est aussi le jeu des médias en France, un des pays occidentaux les plus bêtement anti-soviétiques. Tout passe par le filtre Est-Ouest, alors que ce filtre est de plus en plus fictif dans le monde. Il faut arriver à être francs avec les gens et avec soi-même, afin que la complexité de la situation soit mieux perçue. La justice de la cause le sera aussi.

En somme, il nous faut une solidarité critique : être conscients des réalités objectives et des problèmes concrets. C'est le meilleur service que nous puissions rendre à des peuples centro-américains qui sont obligés d'en faire autant.

Eric Venturini et Michael Stührenberg

Amérique centrale : la cinquième frontière ?

Cahiers libres / Éditions La Découverte, 1986, 335 p. 120 FF.

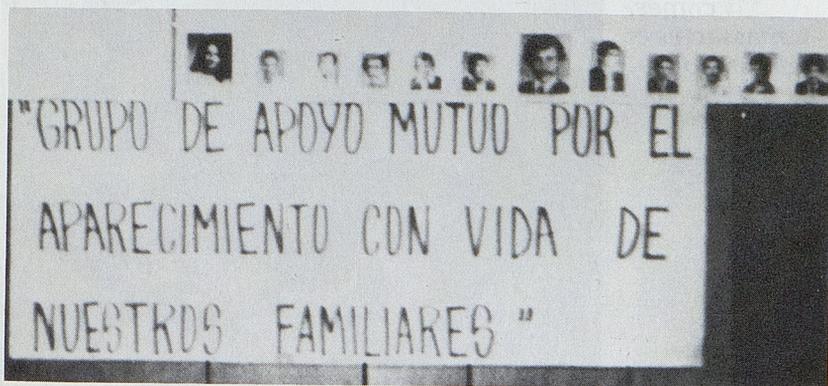


Dialogues de mémoire solidaire

*Nineth de Garcia,
dirigeante du Groupe
d'appui mutuel (GAM).*

Là-bas, si loin, un groupe de « parents » dont les parents ont disparu. Encore un îlot de solitude dans le fracas des répressions. Des gens. Des gens qui demandent justice, envers et contre tout, qui demandent, rassemblés au pied des façades austères de l'Autorité, le droit à la vie, pour eux et pour les autres.

Ici, si près, d'autres gens qui sentent ce désir de partager une mémoire si lointaine. Et que l'on retrouve. Le premier vendredi de chaque mois, symboliquement. Pour la même justice, au pied des mêmes bâtiments imposants et qui semblent tellement immuables.

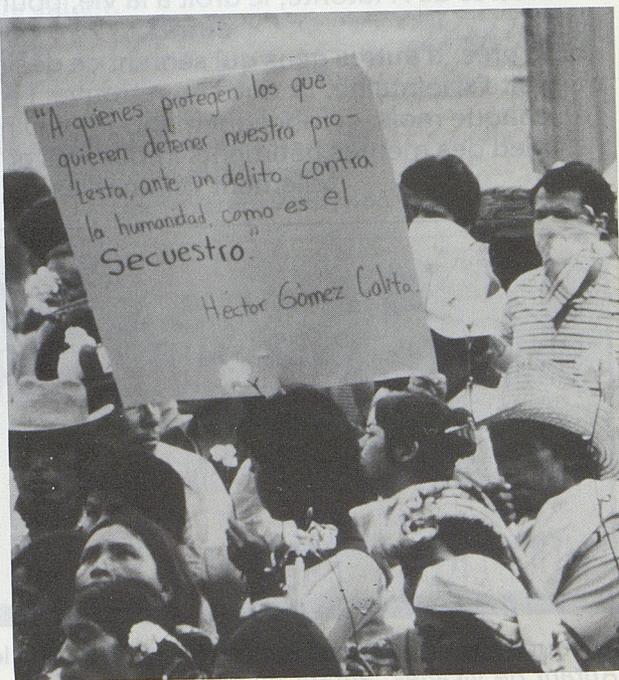


« Groupe d'appui mutuel pour la réapparition en vie de nos parents ». *Autant de visages, autant de crimes...*



Un premier vendredi comme d'autres ? Une délégation après une entrevue avec l'ambassadeur du Guatemala à Paris : Maurice Barthes, Miguel Angel Estrella, Catherine Laignat, M^e Garapon.

Une fois de plus, devant le Palais national, à Guatemala-Ciudad, est réclamé le jugement des coupables des crimes, massacres et « disparitions ».





Lors d'une marche de trente kilomètres organisée par le GAM le 12 octobre 1984 : « Où es-tu, mon fils, ma fille ? Où es-tu, mon père, ma mère ? Où est ton frère ? »



35 000 disparus ? 40 000 ?
Combien exactement ? Qui peut le dire ?



« NOUS VOULONS LES RETROUVER VIVANTS »

DOSSIER

Les organisations de défense des droits de l'homme évaluent 38 000 le nombre des disparus au Guatemala, causées par des actions des troupes gouvernementales depuis juin 1954. Malgré l'installation d'un régime démocratique depuis le 14 janvier 1986, les militaires ont obtenu qu'un voile se pose sur le destin des victimes de la guerre sale du Guatemala.

Cependant, un groupe formé de parents de disparus élève la voix depuis bientôt deux ans au péril de leur vie. Ils ne veulent pas que les crimes soient oubliés. Tous les vendredis, ils se rassemblent devant le Palais national, étendant une immense banderole blanche sur laquelle sont inscrits les uns à côté des autres, plus de sept cents noms : « Vivos se los llevarán, vivos los queremos » (on nous les a pris vivants, nous les revoulons vivants).

QUAND LES BOURREAUX ENQUETENT !

Suivant l'exemple des Mères de la place de Mai d'Argentine, le

Groupe d'appui mutuel (GAM) exige des militaires et du gouvernement qu'ils rendent des comptes. En moins de deux ans, le GAM s'est transformé en un élément important de la vie politique : jusqu'au Congrès de Washington qui reconnaît le comité comme une instance morale. En juin 1984, c'est un petit groupe de femmes dont le mari, le frère, le fils, parfois même les trois, ont été séquestrés par les forces de sécurité, qui décident de se réunir. Elles deviennent vite une centaine. Étudiants, syndicalistes, enseignants, religieux, mais surtout paysans indiens et travailleurs ruraux, dont la disparition n'est même pas signalée dans la

presse, sont les victimes de la répression.

Selon des informations confidentielles, quelques disparus seraient encore en vie. Dans quelques cas, grâce aux plaques d'immatriculation, des parents de disparus ont pu vérifier que ce sont les organismes de sécurité qui en sont responsables. Suite aux pressions du GAM, le gouvernement a mis en place une commission d'enquête sur le destin des disparus à laquelle ont participé le procureur général de la République, le ministre de l'Intérieur, le vice-ministre de la Défense. C'est-à-dire les mêmes qui commandaient les troupes responsables des violations des droits de l'homme. Cette commission n'a pas donné d'éclaircissement sur les sept cents cas de disparitions répertoriés par le GAM.

«IL Y EN AURA D'AUTRES»

Plusieurs audiences avec le général Méjia Victores se révélèrent aussi inutiles. Si, au début, celui-ci a feint la compréhension et la préoccupation, il passa à l'attaque directe quand le GAM obtint une reconnaissance importante non seulement au niveau international, mais surtout au Guatemala même. Il accusa le GAM d'être dirigé par des puissances totalitaires depuis l'étranger, «*complices de la subversion*».

Des menaces anonymes commencèrent à inquiéter les

membres du comité. Fin mars 1985, le secrétaire du GAM est assassiné. Quelques jours plus tard disparaît la vice-présidente, Rosario Godoy de Cuevas, avec son petit garçon de deux ans et son frère. On retrouvera leurs cadavres dans la voiture de Rosario dans la banlieue de la capitale. L'enfant a les ongles des mains arrachés. «*Accident*», diagnostique le gouvernement. Le médecin légiste établira l'assassinat suite à l'autopsie. Nineth Garcia, vingt-six ans, présidente du GAM, reçoit continuellement des appels téléphoniques menaçants et anonymes.

Depuis l'assassinat de Rosario Godoy, les dirigeants du GAM sont protégés par les Brigades internationales de la paix, (BIP), une organisation qui suit les enseignements de Gandhi. Elles tiennent à la disposition du GAM un local pour des réunions.

Sept de ces protecteurs étrangers furent expulsés du pays en décembre dernier. Le gouvernement les accusait alors d'avoir préparé l'occupation de la cathédrale : en effet, peu avant les élections présidentielles, le GAM occupa pacifiquement la cathédrale de la capitale afin d'attirer l'attention de la presse internationale sur le fait que les élections n'allaient pas solutionner les problèmes. Et, dès que les militaires eurent quitté le terrain, on vit réapparaître les escadrons

de la mort composés essentiellement de membres des forces armées et de sécurité.

Fin décembre, on retrouva le corps mutilé d'une jeune institutrice Beatriz Barrios Marroquin.

Sur sa poitrine, un écusson aux initiales de l'Ejercito secreto anticomunista (ESA, Armée secrète anticommuniste) et la menace suivante : «*Aun falta mas*» (Il y en aura d'autres).

QU'EST-CE QU'UN DÉTENU-DISPARU ?

«C'est tout d'abord une personne prise violemment dans la rue, à son travail ou chez elle par des éléments de forces de sécurité du pays. Elle est maintenue recluse dans des prisons clandestines illégales où elle est soumise à des traitements inimaginables : de la torture physique à la dégradation psychologique.

«Nous connaissons les méthodes sophistiquées des services carcéraux et il nous est facile d'imaginer l'horrible destin qui attend ceux qui tombent dans les mains de ces charognards.

«Le douloureux témoignage d'Alvaro René Sosa Ramos, qui est pratiquement la seule personne ayant pu échapper à cet enfer, est le suivant : il a été détenu-disparu le 14 mars 1984 dans la zone II de la capitale. Il se promenait dans ce secteur quand une camionnette aux vitres fumées l'interpella. Plusieurs hommes armés le jetèrent dans le véhicule. Ses yeux furent bandés (...). En arrivant à l'endroit prévu, il put voir d'autres personnes détenues, avec des capuchons ; certains avaient le corps très abîmé. Il a pu reconnaître une personne dans un état déplorable : Silvio Matricardi Salan, dont le cadavre fut retrouvé quelques mois plus tard près d'Escuintla.

«Monsieur Sosa Ramos fut victime de cruelles tortures de la part des Kaïbiles (1). Ils voulaient des noms, qu'il avoue appartenir à une organisation clandestine (...) Monsieur Sosa Ramos finit par avouer qu'il devait rencontrer quelqu'un devant l'ambassade de Belgique. Il put ainsi s'échapper et se réfugier dans l'ambassade. Après s'être débattu entre la vie et la mort, il sortit du pays et émigra au Canada sous protection diplomatique».

(1) Corps d'élite de l'armée guatémaltèque.

D'après le document du GAM : «*Nos una la esperanza de su regreso*», 1986.

EXTRAITS DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE DONNÉE PAR LA
DÉLÉGATION DU GAM LE 20 MARS 1986 à PARIS

«Nous avons pris la décision de venir faire cette tournée en Europe car jusqu'ici nous n'avons pas obtenu de réponse de la part du nouveau gouvernement démocrate-chrétien. Nous lui avons répété que nous sommes conscients qu'il n'est pas responsable du problème des disparus, mais qu'il nous doit des explications et des réponses afin d'éclaircir la situation.

«De plus, il faut dire que les disparitions et les assassinats continuent au Guatemala avec la réapparition des escadrons de la mort.

«Nous avons eu plusieurs entretiens avec Monsieur Cerezo, ce qui nous a permis de lui poser quatre questions précises : premièrement, nous lui avons demandé que pour la première fois dans le pays des enquêtes soient menées autour du problème des disparus ; deuxièmement, que soit mise en place une commission pour enquêter sur le sort des disparus, commission «mixte» car elle serait composée de personnes du gouvernement et d'autres ayant notre confiance dont des observateurs internationaux ; nous demandons aussi l'annulation du décret-loi 8-86 d'amnistie décrétée par les militaires avant leur départ. Nous demandons cette annulation car ce décret empêche le GAM de demander des enquêtes réelles sur le sort des disparus, de même qu'il empêche toute poursuite concernant la violation des droits de l'homme ; le dernier point est le suivant : nous demandons que toute personne impliquée dans des affaires d'enlèvement ou d'assassinat ne puisse quitter le pays jusqu'à ce que la situation soit réglée par les tribunaux.

«N'ayant obtenu aucune réponse à nos demandes, nous avons donc décidé de faire cette tournée dans plusieurs pays européens dont la France, l'Espagne, l'Allemagne Fédérale, afin d'obtenir que des pressions soient faites et que s'exprime la solidarité avec les parents des disparus, afin que l'on ait des nouvelles du sort des 40 000 disparus depuis 1966.

«Nous considérons que nous sommes le meilleur reflet de cette sale guerre qui a été menée dans le pays et nous demandons que la situation concernant les détenus-disparus soit éclaircie s'il existe une véritable démocratie aujourd'hui au Guatemala.

«Le GAM représente 1 300 familles. Il a été fondé le 4 juin 1984, et 80% de ses membres sont paysans. Ils demandent des enquêtes et des réponses».

L'ADMINISTRATION DEMOCRATE-CHRETIENNE ET LES DROITS DE L'HOMME

Le 22 janvier 1986, la Commission des droits de l'homme du Guatemala s'est vue attribué le Prix Bruno Kreisky. Le jury a tenu à préciser que cette commission «attire une fois encore l'attention sur la situation du Guatemala par le biais d'une dénonciation constante des violations des droits de l'homme. Cette dénonciation a pour but de soulager la situation de nombreuses personnes menacées de mort, de persécution et de tortures».

En accord avec cet organisme, un espace libre et régulier lui est et sera offert dans notre revue.

ACTUALITE

CDHG

Le 14 janvier de l'année en cours, la nouvelle administration démocrate chrétienne est venue au pouvoir au Guatemala avec à sa tête le Président Vinicio Cerezo Arévalo, et jusqu'à présent il ne s'est produit aucun changement significatif dans la pratique de violations graves, réitérées et systématiques des droits de l'homme qui a été institutionnalisée par l'État il y a au moins 20 ans de cela.

De janvier à aujourd'hui, 19 mai 1985 la Commission des droits de l'homme du Guatemala a enregistré 123 cas d'exécutions extrajudiciaires, 45 disparitions forcées ou involontaires, sur les-

quelles les nouvelles autorités n'ont pas enquêté. L'appareil de répression clandestin créé par les régimes militaires demeure intact. Ainsi la nouvelle administration n'a pris qu'une décision ; celle de dissoudre le Département Techniques de la Police Nationale (DIT) dont les agents sont responsables d'innombrables crimes commis en violant les droits de l'homme ; et bien qu'on ait affirmé que ses membres allaient faire l'objet d'une enquête, elle ne l'a pas été conformément à la loi (par les tribunaux d'ordre pénal) mais par un autre corps tout aussi répressif qu'est le Bataillon de Réaction et d'Opérations Spécia-

SI VOUS ÉTIEZ GUATÉMALTEQUE

Il y aurait de fortes chances pour que :

– vous n'avez pas atteint 15 ans puisque 65% des enfants meurent avant ;

– vous seriez analphabètes, 60% de la population guatémaltèque ne sachant ni lire ni écrire ;

– vous seriez aussi un paysan sans terre puisque 58% de la population est paysanne ; alors que 70% de la terre cultivée appartient à 2% de la population ;

– vous ne disposeriez pas d'eau potable car seulement 17% des paysans y ont accès ;

– vous ne connaîtriez pas la démocratie puisque depuis 1954, les dictatures et les élections frauduleuses se sont succédées ;

– vous-même ou une personne de votre famille auriez été victime de la violation flagrante des droits de l'homme puisqu'en 27 ans on a recensé 85 000 assassinats politiques, 35 000 cas de détention-disparitions ; plus d'un million de personnes ont été déplacées par l'armée.

les (BROE). Les agents du DIT, n'ont pas été jugés mais on les a simplement affectés à d'autres corps de sécurité et probablement quelques-uns ont-ils été renvoyés.

Bien que l'on ait nommé Président de la Cour Suprême de Justice et de l'Organisme Judiciaire un avocat de grand prestige, les tribunaux n'ont pas répondu à l'obligation légale d'entamer une procédure d'enquête alors qu'ils étaient informés que des délits d'action publique avaient été commis, tels que le génocide, les assassinats, les homicides, les fac-similés, les enlèvements, les coups

et blessures, les détentions illégales, etc. qui banalisent les exécutions extrajudiciaires, les disparitions contraintes et la torture. Jusqu'à présent aucune procédure n'a été engagée contre les responsables de ces crimes et aucune prison clandestine n'a été découverte alors que beaucoup de parents de disparus, et d'organisations humanitaires ont signalé, même dans la presse les lieux de détention secrète et les centres de torture, ainsi que les noms de quelques agents des forces de sécurité et de l'armée qui ont commis de tels crimes. Le recours à la présentation de la personne

continue à être absolument inefficace.

Le nouveau gouvernement n'a pas donné de réponse concrète aux demandes justifiées du Groupe d'Appui Mutuel et le discours présidentiel, va en s'éloignant de plus en plus des revendications des familles de personnes disparues et ce n'est que maintenant qu'on se propose de créer à nouveau une commission d'enquête.

Le Congrès de la République n'a pas engagé de procédure tendant à modifier l'article 16 transitoire de la Constitution qui valide les Décrets-lois émis par les militaires, et n'a pas procédé à leur abrogation alors que la plupart d'entre eux constituent une atteinte aux droits de l'homme (l'auto-amnistie, les Pôles de développement, les Patrouilles d'Autodéfense Civile, les coordinations interinstitutionnelles, etc.). Aucune disposition n'a été

prise pour dissoudre les Patrouilles d'Autodéfense Civile, et pour ce qui est des Pôles de développement, contrairement à ce que tous attendaient, l'administration démocrate chrétienne en a inauguré d'autres et a agrandi les anciens créés par les militaires.

En conclusion. La situation des droits de l'homme au Guatemala, continue d'être très grave, malgré l'administration civile démocrate chrétienne. La CDHG est consciente qu'il n'est pas possible en l'espace de 5 mois de voir s'opérer des changements structureaux et d'obtenir le démantèlement de façon absolue et définitive de l'appareil de répression clandestin créé et maintenu par les militaires pendant de si nombreuses années. Cependant nous croyons aussi que suffisamment de temps s'est écoulé pour que des signes clairs de la volonté du nouveau régime de rentrer sur la voie de la démocratisation se soient manifestés.

PROCES A TUCSON

Dans son numéro du 12 Mai 1986, le magazine américain *Time* rend compte du procès intenté par le gouvernement fédéral des États-Unis contre onze militants du mouvement Sanctuaire ; des «libéraux» qui, comme ceux qui aidaient les esclaves à fuir les États du Sud de l'Union autrefois, aident les Salvadoriens et les Guatémaltèques à fuir leur pays.

Chacun sait que ceux-ci ne sont pas considérés comme réfugiés politiques (au contraire des Vietnamiens et des Cubains), car ils viennent de pays «démocratiques» !

6 mois de procédures, 50 heures de délibération, 11 accusés (tous militants religieux) et, le 1er Mai, 6 déclarés coupables de conspiration pour l'entrée illégale d'immigrants et 2 déclarés coupables de les avoir logés et transportés.

Habilement, le Juge Earl Carroll a esquivé tout témoignage sur les motivations religieuses et humanitaires des accusés. Leurs avocats, cependant, se sont dé-

brouillés pour y faire allusion. Le procureur Reno, petit-fils d'un prédicateur méthodiste, se trouvait devant une tâche ingrate : présenter comme des criminels un groupe de pieux et bons samaritains.

Le gouvernement avait un témoin clef : Jesus Cruz, mexicain, payé 21 000 dollars pour s'infiltrer dans les réunions des églises et obtenir des témoignages contre les militants de Sanctuary, avec un magnétophone caché et en leur demandant des adresses sous prétexte d'envoyer des cartes de Noël. Cela a permis aux églises luthériennes et presbyté-

riennes de déposer une plainte à Phoenix (capitale de l'État), avançant que ces pratiques violent le droit constitutionnel en matière de liberté religieuse. Un autre procès est entamé à San Francisco où 80 groupes religieux demandent l'arrêt de toutes les poursuites, puisque une loi de 1980 accorde l'asile aux réfugiés fuyant la persécution politique.

Mais le gouvernement fédéral continue à poursuivre les militants. Un autre procès doit avoir lieu, le mois prochain, à Brownsville (Texas). «*Mais les poursuites renforcent le mouvement*», dit le Révérend John M. Fife. «*Des dizaines de millions d'Américains qui ne savaient rien sur ce problème, en savent maintenant quelque chose*».

En février 1986, le Magazine Guzapa présentait le procès et signalait que l'espion Jésus Cruz avait avoué avoir menti sous serment, car il avait continué à gagner de l'argent en amenant des gens en Floride tandis qu'il aidait le gouvernement. Dès ce moment,

le Révérend John M. Fife, de l'église presbytérienne de Tucson, le fondateur du mouvement, savait qu'ils seraient déclarés coupables, mais «*que la victoire du gouvernement ne serait qu'à court terme*», car, ajoutait Jim Corbett (un fermier co-fondateur et qui sera acquitté), «*nous continuerons jusqu'à ce qu'il soit établi que la protection des droits de l'homme n'est jamais illégale*».

De son côté, Cispes France (section de Cispes US, Comité de solidarité avec Sanctuaire) annonçait, le 5 mai, le résultat du jugement de Tucson, précisant que les huit personnes condamnées ont été remises en liberté, jusqu'au 1er juillet prochain quand une sentence sera prononcée. Les huit doivent faire appel.

Cispes demande que des télégrammes ou des lettres de protestation soient envoyés à : Alan C. Nelson, Commissioner Immigration and Naturalization Service (INS), 425, 1st street, N.W. Washington, D.C., 20536. USA.

FOOTBALL

GUATEMALTEQUE

Crises et châtiments

Jamais on n'a autant parlé du Guatemala à la télévision française depuis que l'équipe de France a affronté, en match de préparation à la Coupe du monde, l'équipe des « espoirs » du Guatemala. Cela nous donne une bonne occasion, une fois n'est pas coutume, pour parler de sport.

Éliminé, lors de la phase de qualification, par le Canada, le Guatemala devait s'incliner face aux bleus, par un score sans appel de 8 à 1, dans un match joué le 21 mai dernier à Tlaxcala (Mexique). Au-delà de l'aspect anecdotique d'un tel résultat, la modeste prestation de l'équipe du Guatemala a le mérite de mettre en évidence la crise que traverse le football de ce pays.

La crise a éclaté publiquement le 20 avril 1985, lorsque l'équipe du Canada a vaincu, à Vancouver, le Guatemala, par un score de 2 à 1. Incapable de remonter ce résultat, lors du match retour, l'équipe du Guate-

mala n'a pu qu'obtenir un match nul sur son terrain.

L'échec de l'équipe nationale a fait exploser une situation de crise mal contenue, ponctuée depuis par des démissions, des accusations publiques entre dirigeants et, même, par la découverte de cas de corruption. Le premier résultat a été le départ de l'entraîneur, le Yougoslave Dragoslav Sekularac, dont le rôle a été très controversé.

ÉCHECS ET MATCHES

Confiant et sûr de lui, Sekularac était arrivé le 6 mars 1984 au Guatemala. En quittant son

pays natal, il avait déclaré à la presse *« nous nous reverrons au Mexique, avec ma Guatemala »*, dont il affirmait connaître parfaitement la façon de jouer. Moins d'un an plus tard, au retour d'une tournée de préparation effectuée en Europe, celui que la presse guatémaltèque présentait comme le second responsable technique du club de l'Étoile rouge de Belgrade, déclarait que *« si l'équipe nationale jouait comme elle a joué en Yougoslavie, elle est capable de battre le Brésil et l'Argentine »* ! Pourtant le bilan des prestations effectuées à l'étranger était plutôt catastrophique : de quinze matchs joués, les Guatémaltèques n'avaient pu en gagner que deux et faire trois matchs nuls...

Reflétant, parfois de façon tout à fait caricaturale, la profonde crise que traverse l'ensemble de la société guatémaltèque, les structures dirigeantes du football national se sont avérées incapables de sortir celui-ci du marasme et de la médiocrité dont il souffre. Pire encore, la crise ouverte au sein de la Fedefutbol a montré que cette structure est atteinte du même phénomène de décomposition sociale que l'on trouve chez les dirigeants de la vie politique nationale : insultes et menaces publiques entre responsables, corruption administrative, fonctionnement anarchique, pots-de-vin aux joueurs, etc.

Ainsi, malgré le départ de

Sekularac, sur qui on avait voulu jeter l'entière responsabilité de l'échec de l'équipe nationale, les tensions et les accusations ont persisté. Un mois après la défaite du « onze » guatémaltèque face au Canada, le comité exécutif de la Confédération sportive autonome du Guatemala (CDAG) démit de leurs fonctions tous les hauts responsables de la Fedefutbol. Cette décision de la CDAG, dont le président était désigné directement par la dictature militaire, fut ratifiée quelques jours plus tard, le 31 mai 1985, par l'assemblée générale de la CDAG, mettant ainsi un terme au mandat de Miguel Angel Andrino, jusqu'alors président de la Fedefutbol. Les principales accusations retenues contre ce dernier étaient les suivantes : mauvaise gestion, détournement de fonds et falsification de billets d'entrée lors de plusieurs matchs de l'équipe nationale.

DES CHANGEMENTS INOPÉRANTS

Début novembre, un nouveau directeur technique était nommé à la tête de l'équipe nationale « espoirs » (de moins de vingt-huit ans), l'Uruguayen Orlando de Leon — dont le frère, résident en France, est un important critique de littérature — en vue de la préparation des IIIe Jeux centre-américains. Au cours de ces jeux, qui ont eu lieu au

Guatemala en janvier dernier, le onze dirigé par De Leon avait réussi, contre toute attente, à décrocher la médaille d'or, redonnant ainsi un peu d'espoir aux supporters.

Mais, moins d'un mois après, deux scandales secouent à nouveau, le football national. Le premier fut la «découverte» d'une tournée effectuée aux États-Unis par une équipe de «*Stars du football guatémaltèque*» dont personne n'avait entendu parler.

Le deuxième, beaucoup plus grave, fut la découverte d'un arrangement entre le Municipal, une des équipes les plus populaires du Guatemala, et le club de Zacapa, lors de la dernière journée des barrages, le 22 décembre dernier. A cette occasion, les deux équipes avaient fait match nul, ce qui mettait à égalité de points les six équipes participant aux séries de barrage, obligeant ainsi à jouer un tour supplémentaire, au bout duquel Municipal restait en première division, tandis que Zacapa était l'une des deux équipes descendues en seconde division.

Mais Rafael Alvarez, un des joueurs de Zacapa, mécontent du résultat de son club, déclara à la presse que les dirigeants du club ainsi que l'entraîneur Wilfredo Barrientos avaient ordonné de ne pas chercher à gagner mais de jouer le match nul. Les dirigeants de Zacapa reconnurent alors l'existence d'un arrangement en-

tre les directeurs techniques, tout en ajoutant que «*ce n'était pas une question d'argent*». Or, fin février, Adolfo Guerra, gardien de but du club de Jalapa, l'accompagnateur de Zacapa dans la descente à la ligue «B», déclarait avoir reçu une proposition de la part du trésorier de Zacapa, pour se laisser battre par deux buts de différence et éviter ainsi la descente de Zacapa.

Devenue un véritable scandale public, la Fedefutbol décida de sanctionner sévèrement toutes les personnes impliquées dans cette affaire.

Or, ces sanctions qui se voulaient exemplaires déclenchèrent un véritable affrontement entre la Fedefutbol et les dirigeants de la ligue de première division, soutenus par l'assemblée générale de dirigeants de clubs de première division.

Sans aucune politique de formation pour les jeunes et sans accorder un soutien réel aux petites divisions, le football guatémaltèque ne semble pas prêt à sortir du marasme et de la médiocrité où il se trouve actuellement. D'ailleurs, les fonds alloués par l'État pour la culture et le sport proviennent d'une taxation spéciale au tabac et à l'alcool, ce qui peut sembler paradoxal mais qui fait dire aux Guatémaltèques que «*Dans ce pays, c'est le vice qui soutient le sport. Pour impulser l'un, il faut développer l'autre*».

SOMMAIRE

Editorial

p. 3

*Nouvel éclairage
et vieux reflets*

p. 5

*Chronique
d'un noctambule*

p. 13

*L'église catholique
guatémaltèque
La transition hésitante*

p. 16

Dossier

Présentation

**Une Amérique centrale
sous pressions**

p. 20

**Aspects
socio-économiques
d'une crise géopolitique**

p. 22

**Les droits de l'homme
en Amérique centrale**

p. 26

**Contadora
Quel avenir pour la paix ?**

p. 30

**« Amérique centrale,
la cinquième frontière ? »
Pour une solidarité
critique**

p. 32

**« Nous voulons
les retrouver vivants »**

p. 39

**L'administration
démocrate-chrétienne et
les droits de l'homme**

p. 43

Procès à Tucson

p. 46

**Football guatémaltèque
Crises et châtements**

p. 48

L'actualité chilienne
Les initiatives du mouvement de solidarité
et la manière d'y participer sont dans les pages de:

CHILI **PROTESTA**
Pour le soutien aux initiatives populaires

Revue publiée par:

L'Association de solidarité franco-chilienne ASFCH
et le Comité Chili-Amérique latine de Choisy-le-Roi CCAL

Abonnez-vous

4 numéros par an 30 F

Abonnement de soutien plus de 30 F

Chèques bancaires et postaux libellés à l'ordre de ASFCH

14, rue de Nanteuil 75015 Paris